

AKTUELL

BUDGET DE L'ÉTAT 2025

À la recherche du « triple S »

Fabien Grasser

Pour la Chambre des salariés (CSL), le compte n'y est pas : bien que le projet de budget 2025 présente une bonne trajectoire financière, il ne propose aucune mesure pour lutter contre la pauvreté et néglige les investissements dans l'environnement ou le logement abordable.

« La lutte contre la pauvreté est un investissement dans l'avenir du pays tout entier », avait déclamé Luc Frieden dans son discours sur l'état de la nation, le 11 juin dernier. De fait, son ministre des Finances, Gilles Roth, a promis une approche « triple S » dans son projet de budget 2025, présenté aux députés le 9 octobre : le premier « S » (pour Steier) vise un allègement fiscal substantiel, le second une stabilisation de la dette et le troisième un modèle social fort. Problème : les expertes de la CSL n'ont trouvé que des traces résiduelles du volet social dans le projet de budget 2025, affirme Nora Back, qui a présenté, ce mercredi 20 novembre, l'avis de la CSL sur ce premier budget portant pleinement la signature de la coalition CSV et DP.

« Il n'y a pas de plan concret de lutte contre la pauvreté, les inégalités et les injustices sociales », constate la présidente de la CSL (et de l'OGBL). Notant que la trajectoire financière est bonne, elle déplore « un manque d'ambition dans une époque de grands changements », citant, outre la lutte contre la pauvreté, les baisses des dépenses destinées à l'environnement, au logement abordable ou le peu d'accents placés sur la santé et la formation. « Un budget, ce ne sont pas que des chiffres : il reflète le type de société que nous voulons, dans quel monde nous voulons vivre », renchérit la syndicaliste.

À ses côtés, Sylvain Hoffman, le directeur de la CSL, s'est néanmoins livré à une revue chiffrée, à commencer sur une situation économique s'améliorant après la récession enregistrée en 2023 : cette année, le PIB devrait croître de 1,5 % et de 2,7 % en 2025. Pour encourager la dynamique économique, la CSL demande au gouvernement « de mener une politique de la demande et de soutenir le pouvoir d'achat des ménages », alors que « 60 % du PIB repose sur la consommation intérieure », souligne Sylvain Hoffmann. Tout en accordant un satisfecit au gouvernement pour l'adaptation du barème fiscal à 2,5 tranches d'indexation, il regrette que cette mesure soit annulée par la fin du bouclier énergétique le 31 décembre : « Pour les ménages, c'est un jeu à somme nulle. »

Sur la trajectoire budgétaire proprement dite, il évoque « une situation très favorable en comparaison européenne ». À l'instar du Conseil national des finances publiques (CNFP), il constate que le solde de l'administration centrale dégageait un excédent de 470 millions d'euros fin septembre alors que le ministère des Finances prédisait un déficit de 1,4 milliard en 2024. Cette tendance à noircir le tableau participe « d'une sous-estimation systématique importante des prévisions budgétaires » par les gouvernements successifs, cingle le CNFP dans un communiqué daté du 19 novembre.

Un trou dans le logement

Si le déficit annoncé de la sécurité sociale en 2028 (actuellement en excédent d'un milliard) se confirme, la CSL préconise sans surprise une hausse des recettes plutôt qu'une baisse des prestations et propose notamment « d'externaliser les frais sans lien direct avec la CNS ou la CNAP vers le budget de l'État ».

Dans le domaine des investissements, le directeur de la CSL relève une hausse du budget du ministère du Logement, mais celle-ci s'accompagne cependant d'une baisse de 100 millions d'euros destinés au logement abordable, au détriment donc des ménages les plus vulnérables. En conclusion, Sylvain Hoffmann critique « des mesures fiscales n'abordant pas les grandes injustices du système fiscal et l'insuffisance d'investissements sociaux et écologiques ».

L'avis de la CSL recoupe en partie celui livré la veille par la Chambre des fonctionnaires et employés privés qui, en toute logique, met davantage l'accent sur la défense d'un service public de qualité, tout en insistant sur la nécessité d'établir un réel dialogue social, garant de la stabilité économique.

Pour sa part, la Chambre des métiers s'est adonnée au même exercice en même temps que la CSL. Ses conclusions sont néanmoins très différentes, plaçant au cœur de ses doléances une meilleure maîtrise budgétaire et des dépenses davantage orientées vers les PME. Mais les patrons peuvent se rassurer : si, dans son discours sur l'état de la nation, Luc Frieden avait prononcé seize fois le mot « pauvreté », celui « d'entreprise » y était apparu vingt-huit fois (woxx 1791).

L'avis complet de la CSL sur le projet de budget 2025 est consultable sur le site [csl.lu](https://www.csl.lu)

SHORT NEWS

Zebrastreifen-Affäre: Stadt Luxemburg geht in Berufung

(ja) – Luxemburg-Stadt wird gegen das Urteil des Verwaltungsgerichts in Berufung gehen, um Dokumente zur Sicherheit von Zebrastreifen in der Hauptstadt nicht herausgeben zu müssen. Das beschloss die DP-CSV-Mehrheit im Gemeinderat am vergangenen Montag gegen die Stimmen der Opposition. Laut Bürgermeisterin Lydie Polfer (DP) gehe es dem Schöfferrat überhaupt nicht um die Sicherheit von Zebrastreifen, sondern „um's Prinzip“. Der Schöfferrat ist der Ansicht, die vom „Zentrum für urban Gerechtheit“ (ZUG) angefragten Dokumente seien als Anhänge seiner Diskussionen anzusehen und könnten damit geheim bleiben. Polfer beschrieb in der Gemeinderatssitzung ein Schreckensszenario, in dem Gemeindebeamt*innen „nicht mehr viel schreiben“ würden, wenn Dokumente, die sie verfassten, veröffentlicht werden könnten. Das Transparenzgesetz sieht jedoch die Schwärzung von Namen vor. Das ZUG wies die Behauptungen Polfers, man habe nicht kooperieren wollen, in einer Pressemitteilung zurück: Die Stadt habe nur begrenzten Zugang angeboten, man wolle aber sämtliche Daten zur Gesetzeskonformität der Zebrastreifen. „Bei diesem Einspruch geht es nicht um Gerechtigkeit oder Sicherheit – es geht um Kontrolle und die Abwälzung von Verantwortung“, so Thorben Grosser vom ZUG. Die Organisation hatte 2021 über 400 Zebrastreifen identifiziert, die nicht den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen, weil Parkplätze – und damit potenzielle Sichthindernisse – zu nahe angelegt sind. Die Stadt will deren nur 37 ausgemacht haben.

Pensions : 1.900 contributions du grand public

(fg) – Un bilan de la première phase de consultations sur l'avenir du régime général des pensions sera publié avant les fêtes de Noël, indique au woxx le ministère de la Sécurité sociale. Ce processus lancé par la ministre CSV Martine Deprez début octobre doit, selon elle, permettre de « dégager un consensus permettant de viabiliser le système des retraites ». D'après le patronat, celui-ci serait menacé à court ou moyen terme. L'analyse n'est en rien partagée par les syndicats, qui doutent également de la posture d'acteur neutre dans laquelle se drape le gouvernement. Pour les organisations de salarié-es, les consultations menées par la ministre tiennent avant tout de la communication. Face aux critiques, Martine Deprez a élargi le cercle des organisations consultées en y incluant l'asbl Frontaliers Luxembourg (47 % des salarié-es ne résident pas au grand-duché) ainsi que le Conseil national des femmes du Luxembourg, deux publics initialement négligés dans le processus. S'y sont aussi ajoutés le syndicat Aleba et Improof, le cercle de réflexion de la Chambre des salariés. Ce dernier a été intégré après les remontrances des syndicats, alors que la Fondation Idea, émanation de la Chambre de Commerce, était conviée à présenter son avis. Quant à la consultation grand public, lancée à travers la plateforme internet « Schwätz mat », elle rencontre un succès très relatif, puisque seules 1.900 contributions ont été enregistrées à ce jour. Sur 485.000 salarié-es !

Forum 440: Die Ukraine und wir

(mc) – Der Angriffskrieg Russlands gegen die Ukraine hat in diesem Monat die 1000-Tages-Marke überschritten. An Aktualität und Dringlichkeit hat das Thema seit Beginn des Krieges nicht verloren, weshalb das forum der Ukraine in der neuen Ausgabe das eigenständige Format `forum_story` widmet. Seit 2022 überlässt das forum einer*in Journalist*in die Bühne, um ein bestimmtes Thema mit Hintergründen und Analysen abzudecken – „Jenseits von Eilmeldungen“, ganz im Sinne des „Slow Journalism“, wie es im Editorial heißt. Dieses Mal durfte Philippe Schockweiler das Dossier gestalten. Er schreibt nicht nur über die Geschichte des schwierigen Verhältnisses der Ukraine zu Russland und die (Vor-)Geschichte des Krieges, sondern auch über die früheren und aktuellen Beziehungen zu Luxemburg sowie die Auswirkungen eines EU-Beitritts. Er beleuchtet außerdem Hilfsorganisationen und humanitäre Helfer*innen aus Luxemburg, die immer wieder an die Front fahren. Zum Ende der `forum_story` folgt ein Interview mit der Verteidigungsministerin Yuriko Backes (DP). Eingerahmt wird der Sonderteil von altbekannten forum-Größen wie Pit Panthers Neu-Dichtungen und dem „Strandgut“ mit kuriosen Zitaten aus der Medienwelt der vergangenen zwei Monate. Das letzte Heft des Jahres setzt durch die Auswahl der restlichen Artikel einen weiteren kleinen Themenschwerpunkt auf Theologie und den Umgang mit Religionen – sicherlich war hier der Papstbesuch im September Motivator für die Beiträge von Michel Pauly, Nora Schleich und Henri Carême.